L'on sait également que Hovel-le-Bon, qui régna dans le pays de Galles au X^e siècle, recomposa la monarchie Cambrienne, et fit un recueil des lois galloises dont Woton publia une traduction latine en 1730.

III. « Le code de Hovel, dit M. Laferrière, nous donne sur la possession et ses effets des renseignements qui nous manquent dans les *Commentaires* de César. On y voit que la possession annale, la possession d'AN ET JOUR, qui occupe une si grande place dans le droit coutumier de la France, était connue et avait d'importants effets dans les institutions galliques.

» Nous traduisons ici, ajoute M. Laferrière, un article essentiel à l'appui de notre assertion.

« *Si quelqu'un a laissé un autre jouir d'un fonds pendant l'AN ET JOUR, et que, présent sur les lieux, il n'ait pas interrompu la possession par trouble et voies de fait, le possesseur n'est point tenu, par la suite, de répondre (AU POSSESSOIRE), touchant cette terre : le litige non engagé dans l'année est mort (1).* »

IV. D'après M. Laferrière, et ceci résulte de l'intercalation qu'il a faite de ces mots *au possesseur*, la loi Hovel statue à raison d'une *possession* juridique d'an et jour. Nous ne partageons point cette opinion. Cette loi, suivant nous, ne peut s'entendre que d'une prescription annale, donnant la propriété pleine et entière à celui qui avait possédé un héritage pendant l'an et jour. C'est le principe qu'on vit s'établir, à peu près généralement en Europe, à l'époque de la féodalité. Ce principe prit place dans le code de Hovel, comme un peu plus tard aussi, dans nos Chartes communales.

Le principe d'une possession juridique, posé comme distinct de l'idée de propriété, n'appartient qu'à une civilisation bien

(1) Voir l'histoire du droit français, liv. 2, p. 123.

Voici de quelle manière Woton traduit en latin le texte de la loi de Hovel, dans le recueil qu'il a publié en 1730 :

« *Si quis alteri per ANNUM ET DIEM fundo suo perniserit sine turba et sine noxa, presens fuerit, lex dicit illum usufructuarium de terra illa respondere, deinceps non teneri. Lis enim mortua est ut pote intra annum et diem, non contestata.* (LEGES WALICOR, 11, 176) »